



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 18 DÉCEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:
**Avances sur
subventions 2015**

L'an deux mille quatorze le dix huit décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, MAGAUD Fabrice

REPRÉSENTÉ(S) :

Bernard CHILINI pouvoir à Raymond GRAS, Franck AMBROSINO pouvoir à Valéria VECCHIO, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Daniel MARIA, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S) :

CERET Stéphan

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Serge BALDECCHI

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 22 DEC. 2014

Transmis le : 22 DEC. 2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Comme cela est prévu pour l'exercice budgétaire à venir, le Budget Primitif 2015 de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ne sera voté qu'au cours du premier trimestre 2015.

Aussi, afin de ne pas pénaliser la trésorerie des associations, compte tenu de cette date prévisionnelle, des délais relatifs au Contrôle de légalité et aux procédures de mandatement, il est proposé de voter des avances sur des subventions dont le montant représente environ le 1/4 de l'aide 2014, sauf pour l'association « Théâtres en Dracénie » et l'Office du tourisme dont le montant représente environ 1/3 de l'aide 2014.

Associations	Rappel 2014	Avance proposée
Théâtres en Dracénie	705 000,00	235 000,00
Théâtres en Dracénie (accueil des tiers)	74 000,00	24 500,00
Comité du Personnel (COMCAD)	51 000,00	13 000,00
Office de tourisme intercommunal	654 000,00	200 000,00
Total des avances		472500

En conséquence, et au vu de l'avis de la commission des finances en date du 2 décembre 2014, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir approuver ces avances.

Il est précisé que ces versements n'engagent en rien l'assemblée délibérante sur le montant définitif qui sera attribué lors du vote du Budget Primitif 2015.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 59 voix pour
3 abstention(s) :
AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 18 décembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.